Aux confins ruraux de l'Île-de-France, alors que le chômage et la pauvreté augmentent, un fort sentiment de relégation : « Tout pour les cités, rien pour nous »

20/02/2025 à 8h53



Silencieuse et méconnue, la pauvreté des campagnes inquiète les services de l'État. Aux confins de la région parisienne, du sud de l'Essonne à l'est de la Seine-et-Marne – on peut parler d'extrême grande couronne -, certains indicateurs virent au rouge, obligeant élus et pouvoirs publics à une réaction rapide. La préfecture des Yvelines vient ainsi de signer un « pacte local des solidarités » pour venir en aide aux 18 villes et villages de la communauté de communes des portes de l'Île-de-France (CCPIF), entre Mantes-la-Jolie (Yvelines) et Vernon (Eure). C'est la première fois en Île-de-France qu'un dispositif de cette envergure est lancé. Manque de transports, fermeture des services publics, précarité énergétique, chômage…

Dans ce territoire situé à la limite de la Normandie, les signaux d'alerte se sont multipliés ces dernières années. « *Plus que les taux actuels, c'est leur évolution qui est*

préoccupante, souligne une source préfectorale. C'est notamment le cas pour le chômage et la pauvreté. »

Entre 2016 et 2021, le nombre de bénéficiaires du RSA y a connu une hausse de 26 %. Un autre chiffre dit beaucoup, aussi, de la fragilité de ces territoires : « *Leur vulnérabilité accrue s'illustre en termes de précarité énergétique, la CCPIF enregistrant 45 % de « passoires thermiques » parmi ses logements, contre 20 % en moyenne dans les Yvelines* », indique-t-on au conseil départemental des Yvelines. […]

Retour dans les Yvelines pour confirmer ce ressentiment. Il est ici encore plus vif qu'à Magny-en-Vexin. Car dans la région de Bonnières-sur-Seine, en même temps que la lente disparition de certains services, **les habitants ont assisté au fil des ans au redressement notable du quartier du Val-Fourré, à Mantes-la-Jolie , théâtre de violentes émeutes urbaines dans les années 1990. Désormais, cette cité de 20 000 habitants accueille un hôpital, le service des impôts, la caisse d'allocations familiales, la Caisse primaire d'assurance maladie, la mission locale, etc.** […]

D'où un sentiment de relégation. « *Sans pointer du doigt les quartiers, tout cela participe au sentiment d'exclusion des habitants*, souligne l'élu. I*ls ont l'impression d'être ignorés et se disent Tout est fait pour les cités et rien pour nous. Il existe un fort ressentiment. Le résultat, on le retrouve dans les urnes et il ne faut pas s'étonner s'ils choisissent un vote contestataire ou de colère.* » […]

Le Parisien